COUR DE CASSATION

Le procureur général

Paris, le 27 septembre 2010

Monsieur le député,

Vous avez bien voulu, par lettre en date 3 septembre 2010, me dénoncer, en ma qualité de ministère public près la Cour de justice de la République, un acte que Monsieur Eric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, serait susceptible d'avoir commis dans l'exercice de ses anciennes fonctions de ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, et qui, à supposer établi son caractère litigieux, pourrait constituer l'infraction d'octroi d'avantage injustifié.

En l'état des éléments dont je dispose et aux termes des dispositions de l'article 68-2 de la Constitution qui me confère la possibilité de saisir d'office la Cour de justice de la République, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai sollicité ce jour M. le procureur général de Paris aux fins de me faire parvenir toutes les informations relatives à la cession d'une parcelle de la forêt domaniale de Compiègne à la Société des courses de Compiègne.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le député, l'expression de ma haute considération

Jean-Louis NADAL

Monsieur Christian Bataille Député du Nord 26 rue de Selle 59 730 SOLESMES

